

La numérisation et les prestations de l'État

Côté anecdotique:

- L'agence pour l'emploi de Zurich m'a demandé d'enregistrer mes heures de travail sur un PC à Berne
- Le centre des impôts de Berne annule la déduction fiscale du bureau à domicile ("Le NZZ peut mettre un bureau à votre disposition")
- Les cantons et (les pays européens) sont stupéfaits par Uber - il s'agit soit d'un cartel ou d'un employeur, soit de chauffeurs indépendants, considérés comme des objets fiscaux
- "Taxe sur le numérique" sur les services de réseaux en Europe - Ce revenu échappe à l'Etat, étant donné qu'il est tout simplement déduit comme prestation anticipée par les entreprises.
- Le Congrès américain légifère sur la LIBRA de Facebooks, il est impuissant face au Bitcoin.

Mauvais présentiment: des problèmes pourraient apparaître non seulement en raison de la numérisation, mais aussi parce que le "**Super-Etat**", constitué il y a 50 ans grâce à l'ancienne société industrielle des années 70, **perd de sa légitimité:**

- Une politique du marché de l'emploi, comme si toutes les équipes travaillaient chez Fiat/Ford/VW
- Une politique sociale si complète, qui laisse à penser que l'extrême pauvreté menace,
- Des monnaies les plus farfelues émises par les banques centrales,
- Une taxe "écologique" sur les carburants pour construire des autoroutes
- Des usagers de la route considérés comme des objets de droit à part entière
- Déclare que les médias électroniques sont sous la responsabilité de l'Etat
- Considère que la distribution du courrier ne se limite pas à Spitex ou aux distributions de journaux.
- Depuis les "Initiatives Schwarzenbach" en 1970, "Berne" a promis une douzaine de fois de maîtriser l'immigration et les détériorations - sans suite.
Idem : etc. etc.

Cependant: les réseaux et les entreprises de réseaux ont tout d'un coup créé des espaces entièrement nouveaux et complètement libres, au-delà de ces responsabilités. **Définitions:**

- Les réseaux ont des externalités positives, donc pas de coûts marginaux pour l'expansion, ils tendent vers une extensibilité totale, au mieux vers un monopole.
- L'Etat s'adapte et garde le contrôle par le biais d'un monopole politique et bureaucratique bilatéral (ZGB, OR, StGB, administration) (W. Niskanen).

Cela a deux conséquences : d'un côté, de nombreuses opportunités de mettre en place des règlements définitifs au niveau gouvernemental et territorial disparaissent. De l'autre, les « digital citizens » (citoyens numériques) sont désormais autonomes dans de nouveaux domaines. Donc, il y a d'un côté une redistribution des pouvoirs, de l'autre une impuissance.

Redistribution des pouvoirs

Bien sûr, des facteurs qui n'appartiennent pas au monde numérique anéantissent aussi l'ancienne société industrielle (fin de l'organisation ultra hiérarchique de l'entreprise, fin du modèle familial traditionnel, apparition d'entreprises actives au niveau international ayant la "capacity to attract" (capacité d'attirer) d'un point de vue technologique, de personnel travaillant au-delà des frontières, d'entreprises multinationales faisant office de support fiscal et de sujets commerciaux. Fin du modèle de référence de l'indexation des devises sur l'or en 1971. Le niveau général de prospérité dispense les citoyens d'avoir un lieu de domicile fixe et permanent. De ce fait, la politique sociale consiste à redistribuer les richesses de façon onéreuse au sein de la classe moyenne.)

Il apparaît de nouveaux déplacements de pouvoirs au sein du monde numérique ou bien ceux-ci s'accroissent :

Offres d'emploi/placement de personnel par le biais d'apps (etc.), Uber comme porte-drapeau. Possibilité d'avoir un grand nombre de nouveaux travailleurs indépendants, ce qui finit par devenir la norme pour tous les employés. L'état peut vérifier si ce sont des cartels ou comment il recouvre les impôts et les cotisations de sécurité sociale.

Placements par l'intermédiaire de réseaux / apps : TVA? TVA dans le pays d'origine ou dans le pays de destination? (la première possibilité crée une concurrence fiscale...) Douanes? Taxes sur le numérique ? Recouvrement supranational de ces taxes ? Et pourquoi des taxes?

Les lois sur le travail, la qualité et la consommation perdent de l'importance à cause de l'évaluation mutuelle des utilisateurs. De façon générale, la libre prestation du travail, la politique sociale incitant au travail (Earned Income Tax Credit of the USA), avec une couverture sociale minimale (means tested), ainsi que l'opt-out possible des citoyens avec toutes les conséquences que cela comporte. A l'heure actuelle, les règlements concernant le social et le travail devraient être proactifs, plutôt que d'aller à leur rencontre.

Impuissance

Conduite autonome:

à court terme - Responsabilité ? Adaptation des routes ? Règne des standards définis par les sociétés d'informatique, et ce au niveau mondial !

A long terme : Ne plus utiliser de voiture pour se déplacer, mais plutôt des plate-formes, à caractère privé ou locatif, combinant le train, le bus et la voiture (dans le trafic régional et urbain, à l'exception des voies ferroviaires à grande vitesse) ? Systèmes tarifaires, financements des moyens de transport ?

Des monnaies privées concurrentes (LIBRA) et des devises Blockchain (Bitcoin etc..)

Fin du contrôle de la masse monétaire ? Fin de la politique budgétaire monétisée dans l'UE, aux États-Unis et en Chine ? Fin de la seigneurie des banques centrales ? Fin des banques et du contrôle bancaire ?

Hawala : Transferts d'argent et de biens par des "crédits" multilatéraux, directs, oraux ou techniquement inaccessibles, sans état et sans argent.

Corrélation de pouvoir entre l'Etat et les sociétés de réseaux

Soit éventuellement une surveillance complète de l'Etat et un accès aux données des citoyens, grâce aux réseaux qui seront obligés de les fournir. Bref un état totalement techno.

Soit des réseaux qui ont le monopole, comme les anciens réseaux publics (électricité, télécommunications, gaz, rail), à la fois gérés comme des sociétés de réseaux (privées ou publiques) qui gèrent les utilisateurs privés, mais qui ont des droits d'entrée, une législation anti-trust et une protection des données.

Donc fb, Amazon ou Google en tant que réseaux réglementés, avec des fournisseurs/utilisateurs privés en plus.

(Problèmes : neutralité des réseaux, avance technologique, Newcomers).

Le principe de territorialité de l'Etat demeure : Gestion des déchets, infrastructures, protection. Ici bien entendu, les allègements déjà existants dans le NPM, avec des contrats publics et des mises en œuvre privées. S'appuyant souvent sur l'IT et sur Internet, des services publics attribués à des sous-traitants, sans qu'il y ait de monopoles.

Pas de chômage, sauf si on met en place des règles d'exception comme cela a été le cas dans l'ouest et le sud de l'Europe sous la pression des syndicats des années 70. Mais appliquer le principe de Say au lieu de celui de Keynes : la liberté de l'offre crée du travail, et non réagir au „demand management“ pour parer aux déficits de l'Etat.

Les publications les plus récentes :

"Passionnement sobre. Pour une société libre et vivante", Editions NZZ Automne 2014, (144 mots-clés libéraux) (presque épuisé, de préférence en version e-book)

"Les secrets d'état. Ce que nous devrions vraiment savoir sur notre Etat" Editions NZZ, avril 2016